



MICROFICHE N°

04006

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE
DOCUMENTATION AGRICOLE
TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الفلاحة

المركز الوطني
للتسيير الفلاحي
تونس

F 1

TOP SECRET INTELLIGENCE
REF ID: A11924
NUMBER OF LIAISONS
REPORT AT 0000Z 10 APR 1944
LIAISON AREA

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL - CONFIRMATION OF REPORT NUMBER 10000

THIS IS TO CONFIRM THAT

CONFIDENTIAL - REPORT

CONFIDENTIAL - REPORT

CONFIDENTIAL

28-09-1966

REPUBLIQUE TURKISTANNE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DIRECTION DES PESOUMANES
EN ZAG ET EN SAL
DIVISION DES SEMS

De l'agriculture et bresilien littoral
à Paris

(AS de la Justice 1960)

Levante, France

Par Mme. Foucault, Secrétaire à l'ambassade
française à Paris

L'Association pour la sauvegarde de l'Ile de Djibha (ASSIDE) et l'Association des géographes tunisiens (A.G.T.) ont organisé le 19 et 20 Janvier 1980 un colloque sur l'Environnement et l'érosion littorale à Djibha.

Ce colloque a rassemblé ces géocarpologues ayant travaillé sur l'Ile, un géocarpologue de la Division des Sols, des géographes, un représentant du C.R.D.A., de l'Institut, un délégué de l'équipement, de l'O.N.U.T., en I.R.A.

Le colloque a été à l'issue décisif de l'Ile et a été suivi par une tournée qui a permis aux participants d'assister à l'évacuation en bateaux sur toutes les côtes de l'Ile ainsi que les dégâts occasionnés par l'exploitation des salines et les pâturages.

1 - Les érosions

Les travaux de cette ont concerné 4 communautés, il s'agit en effet de Mr. PASCOTT N., RIGAL et Dr. OUEDDOU, TAHIRI et HASSANI,

Pour le PASCOTT les causes de l'érosion littorale sont l'Ile sont de deux types :

1 - Les causes naturelles

, Érosion au cours des pluies

, Accélération au niveau de la mer (3,4 m par an),

, Plus grande périodicité des tempêtes ?

2 - Les causes humaines

, Effectivement ce qu'il y a de mal dans

, Aggrégation en la zone côtière

- Construction des bâtiments et création d'un jardins sur la grande clôture
- Entretien systématique sur les ~~espaces~~ les accumulations des feuilles des plantations (limousin)
- Des travaux de protection leprosines...
et le reste pourrait être mis en place

Les malades soignés sont aussi en 2 types :

3- Les malades hospitalisés :

- Hébergement des malades au ~~Protestant~~ sur les places
- Prostitution dans le ~~protestant~~ mais sur les galères
- Rôle de l'ordre total de cette institution
- Sanctionnement d'une zone mortelle non surveillée
dès son arrivée à ce temps
- Arrêté du déshabillage et musellement toutes sur la grande clôture
- Sécurisation du point des deux institutions sous la surveillance

4- Les malades dans les villages :

- Si une fois tombé de l'assiette de base, il est mort
- Sécurisation d'un état appartenant à cette maladie mais le fait de faire échapper l'asile, faire échapper tout le travail quotidien à ces personnes n'empêche pas leur mortalité, leur dégénérescence, leur déliquescence, leur décomposition

Ensuite que l'on voit avec quelle envie il a été écrit, je pense qu'il faut écrire

Pour MM RADILI et D. OUDOU, la situation est aussi grave et si M. PASCOFF n'est limité à la zone touristique de l'Elle, ces auteurs ont parlé de toutes les édits de l'Elle et ont tenté une comparaison avec celle de la presqu'île de Zanzibar. Mais si il rapport que tanto l'Elle est en train de connaître une pénétration lente de la vie facilitée par les actions humaines que ce soit par la construction de la ligne ferroviaire (édit 16) ou par l'exploitation des carrières (édit Ouest). Le seul problème s'abstient dans la presqu'île des Alpes mais tel certains secteurs précis sont au contraire en voie d'expansionnement (comme à l'Ouest de la déchirure horset Agir).

M. YAKUBI a présenté une étude faite en 1970 sur les activités de l'extraction de la pierre et du sable dans l'Elle. Il ressort de cette étude que cette-ci compte 52 carrières et gravières, 48 sablières et quatre gravières zones et dépendent des chênes descriptives ou indigènes. L'auteur a essayé de corrélérer les activités extractives avec la dégradation du milieu et l'aggravation du littoral et il arrive aux deux conclusions que les auteurs précédents, pour les reconnaissances il aboutit lui aussi à celles citées par PASCOFF, en plus il insiste sur l'interception des équilibres sauvages, la surveillance de la pollution éditive, la surveillance des hôtels et de toute édifice sur les règles de la conservation du milieu naturel et de l'environnement.

Quant à M. HARRAKCHI, sa communication n'est pas surtout en une partie de questions qu'il a voulu soumettre à l'assemblée pour l'établir dans sa mission du balancement et nous proposer d'éventuelles actions pour le prochain plan.

Le renouvellement forestier se trouve en face de plusieurs problèmes dont :

• le fait que toute l'Elle est considérée comme un territoire communautaire qui devrait faire l'intervention forestière. Au cas où une volonté soit de réaliser d'autres situations peuvent survenir :

- 3 -

Pour les RACCI et la RIZDRI, la situation est aussi grave et si le PARDDEF n'est limité à la zone rizicole que l'Etat des auteurs ont parlé de toutes les côtes en 1971, ce qui aurait été une coopération avec celle de la prochaine de Zembla, alors qu'il rapport que toute l'île est un territoire de colonisation et d'exploitation forte et le fut exercée par les autorités marocaines qui se sont par la destruction de la vigne ancienne faire illégal pour l'exploitation (en exerçant cette force). Le rôle prédominant d'abstention dans le processus d'agriculture aux deux dernières années a été constaté surtout dans l'absence de la culture de la vigne et l'exploitation commerciale à l'heure de l'agriculture.

Le TIRHIT a commencé avec deux fact. en 1974 par les autorités de l'exploitation de la pierre et ce sont dans l'île il manquant de cette pierre que suffisamment pour la construction de plusieurs dépendances et quelques personnes vivent en villages sans être autorisées à dépendre de l'autre à cause de l'opposition des autorités administratives pour la dépendance ou village et l'absence de ressources et à cause des mêmes conditions que les autorités administratives pour les constructions il manquent les matériaux utilisés par l'habitat, on peut dire il existe une l'opposition entre les autorités administratives, le gouvernement et les populations rurales, la population rurale ne dépend pas de l'autorité administrative pour la construction de maisons résidentielles et de l'exploitation.

Il existe à une révolution, sa conséquence n'est pas, pourtant au sein même de la population qu'il a moins accès aux services de l'administration pour l'exploitation dans le territoire ou pour développer l'exploitation agricole pour la production de fruits.

La conséquence immédiate du rapport en face à plusieurs générations après :

• le fait que dans l'île est considéré comme le plus important déterminant de ces auteurs sont l'exploitation fermière qui fait au sein même, mais le résultat d'aujourd'hui dépendra du rapport

- 4 -
- Qui interviendrait ?

- Comment interviendrait ? Il se trouve que les zones où il doit intervenir en priorité sont la propriété de l'Etat, ou de l'ONACETE, et que ces organismes ne sont prêts à accepter ces actions.

- Quelles espèces forestières choisir pour être en harmonie avec le paysage général de l'Ile.

- Qui financerait ? L'Etat, l'ONACETE, l'A.R.T., ou la municipalité ?

II - SITUATION

Toutes ces communications ont donné lieu à des discussions très fructueuses et à un large échange de vues sur toutes les questions posées, si rapport à ces discussions qu'il n'y a aucune surveillance pour l'exploitation des milieux et ces dernières, une dégradation en milieu aussi bien par l'activité touristique que par les activités humaines, les participants ont demandé : à ce niveau à réaliser des préconisations concrètes et à prendre en considération les expérimentations sur toutes les ressources qui risquent d'être prises pour protéger les sites, sur la nécessité où la nécessité de trouver des solutions de rééchage. Pour ce qui est de l'interprétation du chef de l'arrondissement des îles à Madanou, les assistants ont insisté que ses services sont souhaités en priorité dans la zone touristique où le domo boréale a été détruite, Ban action visait donc à mettre en défense cette zone et à essayer de renouveler la zone par des aménagements adaptés.

Quant à l'agence forestière à choisir tous les participants, et en particulier le président de l'ABIBIB, ont insisté que le fait que l'Ile est gérée par une administration militaire empêche ce plaisir. De ce fait il n'est pas question

d'introduire de nouvelles espèces mais il faut essayer, par une nouvelle législation, d'introduire le palier comme essence fondamentaire pour l'île ce qui permettrait aux responsables formateurs d'intervenir pour maintenir et consolider le paysage naturel de l'île.

III - Propositions

Afin de préserver l'équilibre écologique de l'île et de répondre aux problèmes susmentionnés il convient de :

a) - Procéder de toute urgence à :

- La prohibition absolute de tout déblayement de sable et des pierres au bord de la mer ou battant en dérivation la plage et la zone qui lui est associée tout en assurant un respectueux entretien, un entretien, un échange ou littoral, une zone de prévention contre les (sabotages).
- conservation des îles de présidentielles
- l'interdiction de la création de nouvelles routes sur les îles qui se sont déjà suffisamment courbées.
- l'interdiction de tout déjet polluant dans les îles ou îles qui appartiennent
- l'établissement de nos schémas d'une réglementation pour toutes ces propositions et son application immédiate.

b) - Rapellement à nos amis, il vaudrait envisager une étude intégrée de l'environnement naturel et industriel de l'île, tout en profitant des résultats d'autres recherches scientifiques et en utilisant tout ce qui pourrait être à :

- Établir une évaluation plus précise des facteurs de l'érosion marine
- améliorer les connaissances et les pratiques dans

→ continentale de l'île et de l'hydrologie marine.

- Déterminer les effets du climat.
- Evaluer la part de l'intervention de l'homme dans la dégradation du milieu.
- Préconiser une action en vue de l'aménagement des espaces verts dans l'île et en particulier de la protection de la palmeraie.

3*) → Trouver des solutions aux problèmes humains qui résulteraient de l'application de ces mesures.

4*) → L'engagement, la réalisation et le suivi de cette étude intégrée justifie l'existence d'un coordinateur qui pourraient être la commune de l'île avec le concours de l'ONU-Habitat. L'Association de la sauvegarde de l'île de Djerba devrait être associée à cette action à tout les niveaux et en particulier celui du suivi.

5*) → Il est nécessaire d'appliquer les textes législatifs qui permettent à tous les services compétents, en particulier ceux du Ministère de l'Agriculture d'intervenir dans l'île et notamment pour la forêt de palme.

Enfin nous tenons à remercier les responsables de l'Association pour la sauvegarde de l'île de Djerba pour les facilités matérielle qu'ils nous ont consacrés (billets d'avion, voitures, logement...) ainsi que pour l'accueil, l'organisation et le déroulement de colloque.

- éventails de l'île et de l'hydrologie marine.

- Déterminer les effets du climat.

- Estimer la part de l'intervention de l'homme dans la dégradation ou non,

- Préconiser une action en vue de l'aménagement durable aussi dans l'île et en particulier de la production et la pêche.

3^e) - Trouver des solutions aux problèmes humains qui inhibent ou limitent l'application de ces mesures.

4^e) - L'engagement, la réalisation et le suivi de cette étude intégrée implique l'existence d'un coordinateur qui pourraient faire la liaison de l'île avec le concours de l'ONU, l'Association de la coopération de l'île de Djibouti devrait être associé à cette action à tout les niveaux et en particulier celui de recherche.

5^e) - Il est nécessaire d'appuyer les ventes légères qui permettent à tous les services concernés, en particulier ceux du ministère de l'Agriculture d'intervenir dans l'île et notamment pour le fonds de pasteur.

Enfin nous proposons de renouveler les recommandations de l'organisation pour la sauvegarde de l'île de Djibouti pour les politiques publiques qu'elle nous ont conseillées (effet covoiturage, coopératives) ainsi que pour l'accès, l'acquisition et la régulation du solitaire.

FIN

8

WUNS